

Le compte à rebours menant au dernier délai a commencé!

La dernière série de consultations sur l'ensemble de Bali, qui s'est terminée le 30 septembre par une réunion informelle du Comité des négociations commerciales (CNC), n'a guère produit de progrès, si ce n'est que les délégués ont continué de faire preuve d'un haut niveau d'engagement en essayant de pousser les négociations vers un accord avant la fin d'octobre.

Comme il reste environ 20 jours ouvrables, le directeur général de l'OMC, M. Roberto Azevedo, a de nouveau mis en garde que le rythme actuel des négociations ne suffirait tout simplement pas à atteindre l'objectif établi pour la fin du mois prochain. Ainsi, dans une lettre qu'il a envoyée à chaque membre le 30 septembre, le diplomate brésilien a appelé à une augmentation de l'engagement au niveau politique, exhortant les ministres du Commerce à s'impliquer activement dans le processus.

« [Traduction] Les ministres et les hauts fonctionnaires doivent vous donner la latitude supplémentaire dont vous avez besoin pour rechercher véritablement une convergence dans chacun des trois secteurs [facilitation des échanges (FE), agriculture et développement/enjeux des pays les moins avancés]. »

La semaine dernière, on a tenu deux types de consultations pour essayer de faire avancer l'ensemble de Bali. M. Azevedo a continué de présider les réunions en salle E avec environ 50 délégations sur la facilitation des échanges, le mécanisme de surveillance et la proposition du G-33 sur la sécurité alimentaire, tandis que les présidents des groupes de négociation tenaient leurs propres consultations pour compléter le processus qui se déroulait en salle E. L'ambassadeur John Adank, représentant de la Nouvelle-Zélande auprès de l'OMC et président actuel des négociations sur l'agriculture, a tenu des consultations sur la concurrence à l'exportation et l'administration des contingents tarifaires (CT).

S'agissant de la concurrence à l'exportation, les membres continuent d'avoir des avis différents sur la question de savoir si elle pourrait être incluse comme partie de l'ensemble de Bali. La proposition du G-20 demandait que les pays développés acceptent de réduire leurs subventions à l'exportation de 50 % comme « arrhes » avant la mise en œuvre complète de la Déclaration ministérielle de Hong Kong de 2005, qui appelle à la fin de toutes les formes de subventions à l'exportation de produits agricoles. L'UE et les Etats-Unis ont entretemps rejeté la proposition, prétendant qu'il ne reste pas assez de temps pour tenir des négociations approfondies sur la question avant la 9^e Conférence ministérielle (CM9) qui se tient à Bali en décembre prochain.

En outre, l'élimination des subventions à l'exportation est liée aux disciplines parallèles des crédits à l'exportation, des garanties de crédit à l'exportation ou des programmes d'assurance, des entreprises commerciales d'État et de l'aide alimentaire. Comment on s'attaquerait à ce pilier entier à Bali reste un point d'interrogation, sur lequel les délégués devront se pencher au cours des prochains jours.

Entretemps, l'administration des CT a l'air moins sujette à controverse, en raison du consensus qui s'est apparemment dégagé d'inclure le sujet dans l'ensemble de Bali. La proposition du G-20 cherche à aborder le problème de la sous-utilisation persistante des CT (c.-à-d. lorsque les taux d'utilisation sont inférieurs à 65 % pendant 3 années consécutives). Cependant, certains membres nourrissent toujours des doutes au sujet de la disposition spéciale et différenciée pour les pays en développement, stipulée à l'annexe E du texte sur le projet de modalités. Ils prétendent qu'elle ne devrait pas s'appliquer à tous les membres en développement, et surtout pas aux pays émergents comme l'Inde et la Chine, qui autrement n'auront pas grand chose à faire pour modifier leurs méthodes d'administration pour certains produits pour lesquels les CT présentent un taux d'utilisation très faible.

L'ambassadeur Adank continuera de tenir des consultations sur les trois sujets de l'agriculture, en l'occurrence la sécurité alimentaire, l'administration des CT et les subventions à l'exportation, pendant que M. Azevedo assistera au Sommet de l'APEC à Bali.

M. Azevedo a convoqué des consultations en salle E sur la sécurité alimentaire et s'est concentré sur deux aspects de la solution de clause de paix; soit la transparence et la déclaration d'une part et des sauvegardes « pour réduire le plus possible les effets de distorsion » de l'autre. Le premier élément a montré qu'il s'impose d'avoir des renseignements supplémentaires sur les programmes de sécurité alimentaire des pays en développement qui seraient couverts par la clause de paix. À cette fin, on a diffusé aux membres un modèle pour qu'ils fournissent une description de leurs programmes, ainsi que des renseignements statistiques, signalent les exigences en matière de déclaration et les mesures qu'ils cherchent à mettre en œuvre pour garantir qu'il n'y aura pas d'effet de distorsion du commerce.

La facilitation des échanges a été le problème le plus coriace avec lequel les membres ont dû composer au cours de la semaine dernière, car certaines parties du texte sont manifestement moins avancées que d'autres. M. Azevedo a demandé aux présidents de la facilitation des échanges de poursuivre le processus intensif en salle E pendant son absence. Le directeur général a l'intention de s'en tenir au délai d'octobre et a enjoint à l'ensemble des membres de considérer chaque journée de ce mois comme « un jour ouvrable » et de tenir des consultations « en continu » au cours des deux prochaines semaines.

« [Traduction] Nous serons alors en mode de compte à rebours final à partir de la semaine du 14 octobre jusqu'à la fin du mois », a-t-il déclaré à l'ensemble des membres.

Prochains événements

- Forum public de l'OMC, 1^{er}-3 octobre 2013
- Réunion ouverte sur l'agriculture, 7 octobre 2013
- Séance informelle du CNC, 14 octobre 2013
- Délai pour l'ensemble de Bali, 31 octobre 2013
- Réunion des négociateurs principaux du PTP, 1^{er}-8 octobre, Bali
- Sommet des dirigeants de l'APEC, 1^{er}-8 octobre 2013, Bali
- Conseil général, 8-9 octobre, 5-6 novembre 2013
- 9^e Conférence ministérielle (CM9) de l'OMC, 3-6 décembre 2013, Bali

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter :

www.producteurslaitiers.ca, www.poulet.ca, www.lesoeufs.ca, www.leseleveursdedindonducanada.ca, www.chep-poic.ca/.

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254

